



coFondateur de la PLUS

COALITION DES ORGANISMES
COMMUNAUTAIRES QUÉBÉCOIS
DE LUTTE CONTRE LE SIDA

Règlements généraux

Dernière mise à jour : 4 juin 2011

Table des matières

1. Dispositions générales.....	
1.1 Désignation.....	3
1.2 Définitions.....	3
1.3 Mandat, vocation, objectifs.....	4
2. Les membres.....	
2.1 Contribution annuelle.....	5
2.2 Affiliation.....	6
2.3 Retrait, non renouvellement, exclusion.....	6
3. Les structures de la coalition.....	
3.1 L'assemblée générale.....	7
3.2 Le conseil d'administration.....	9
3.3 Le comité exécutif.....	12
4. Administrateurs du conseil.....	12
5. Procédures d'élection.....	
5.1 Les mise en candidature des administrateurs.....	13
5.2 Présidence d'élection.....	13
6. Direction générale.....	14
7. Comités.....	14
8. Contrats.....	15
9. Effets bancaires.....	15
10. Exercice financier.....	15
11. Amendements.....	15

Le masculin générique est employé dans ce document afin d'en faciliter la lecture et la compréhension.

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Désignation

La Coalition, constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de la province de Québec, est le regroupement volontaire d'organismes communautaires québécois travaillant dans la lutte contre le sida et est désignée sous le nom de la Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida.

Le nom abrégé de la corporation est connu sous l'acronyme COCQ-Sida.

1.2 Définitions

1.2.1 Organismes communautaires

Signifie un organisme ou un groupe constitué en corporation par lettres patentes et gouverné par un conseil d'administration, élu lors d'une assemblée générale et qui est responsable devant elle.

Cet organisme doit correspondre aux critères de l'action communautaire autonome :

- a. Avoir un statut d'organisme à but non lucratif;
- b. Démontrer un enracinement dans la communauté;
- c. Entretenir une vie associative et démocratique;
- d. Être libre de déterminer leur mission, leurs orientations, ainsi que leurs approches et leurs pratiques;
- e. Avoir été constitué à l'initiative des gens de la communauté;
- f. Poursuivre une mission sociale propre à l'organisme et qui favorise la transformation sociale;
- g. Faire preuve de pratiques citoyennes et d'approches larges axées sur la globalité de la problématique abordée;
- h. Être dirigé par un conseil d'administration indépendant du réseau public.

Cet organisme doit respecter, encourager et faciliter la participation des personnes vivant avec le VIH-sida ou des personnes issues des communautés concernées, conformément aux principes « GIPA » (décideurs, experts, exécutants, orateurs, contributeurs et auditoires cibles) et avoir pour objectif de freiner la propagation du VIH-sida, de fournir aide et soutien aux personnes touchées par le VIH-sida et les affections qui y sont re-liées, et/ou de promouvoir la santé des personnes touchées par le VIH-sida.

L'organisme doit avoir une politique d'adhésion non discriminatoire à l'égard des personnes qui respectent ses principes et ses objectifs.

1.2.2 Coalition

Signifie la Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida.

1.2.3 Groupe Membre

Signifie un organisme communautaire qui adhère aux objectifs, aux critères et aux procédures d'adhésion de la Coalition.

1.2.4 Assemblée générale annuelle

Signifie l'assemblée régulière des délégués des groupes membres, convoquée et tenue annuellement, conformément aux présents règlements.

1.2.5 Assemblée générale spéciale

Signifie toute autre assemblée générale des délégués des groupes membres, convoquée et tenue conformément aux présents règlements, pour l'étude d'un ou plusieurs sujet(s) précis, mentionné(s) à l'avis de convocation.

1.2.6 Délégué

Signifie une personne nommément mandatée par le conseil d'administration du groupe membre ou son substitut tel qu'en fait foi une résolution écrite dudit conseil d'administration pour le représenter aux assemblées générales de la Coalition pour une année.

1.2.7 Conseil

Signifie le conseil d'administration de la Coalition constitué selon les dispositions des présents règlements généraux.

1.2.8 Administrateur / Administratrice

Signifie toute personne dûment élue au conseil d'administration de la Coalition et qui possède en tout temps les qualifications requises.

1.3 Mission, principes, objectifs

1.3.1 Mission

La COCQ-SIDA a pour mission de regrouper les organismes communautaires québécois impliqués dans la lutte contre le VIH/sida et exerce son leadership afin de susciter, soutenir, consolider et promouvoir l'action communautaire autonome face à la lutte contre le VIH/sida sur le territoire québécois.

1.3.2 Principes

La COCQ-SIDA est guidée dans ses actions par les principes suivants :

1.3.2.1 Participation accrue des personnes vivant avec le VIH (GIPA*)

Élément fondamental de la réponse à la pandémie devant être assuré à tous les niveaux d'implication et dans tous les secteurs : communautaire, gouvernemental, paragouvernemental et privé.

1.3.2.2 Solidarité

Responsabilité et réciprocité qui s'expriment par le soutien, la collaboration et le partenariat aux niveaux local, régional, national, pancanadien et international.

1.3.2.3 Autonomie

Respect du droit de définir les orientations et de prendre les décisions.

1.3.2.4 Ouverture

Respect de la différence et des diverses réalités.

1.3.2.5 Démocratie

Structures et pratiques qui favorisent la prise de parole, la participation, la transparence et la prise de responsabilité.

* Greater Involvement of People with AIDS

1.3.3 Objectifs

1.3.3.1 Soutenir les organismes membres dans le développement, le maintien et la reconnaissance de leur apport à la lutte contre le VIH/sida.

1.3.3.2 Favoriser et soutenir des mécanismes de concertation afin de développer et de défendre les positions communes concernant les enjeux prioritaires.

1.3.3.3 Représenter les organismes membres et défendre la réponse communautaire face aux instances gouvernementales et paragouvernementales et devant le grand public.

1.3.3.4 Mobiliser les personnes vivant avec le VIH et la population en général face à la pandémie du VIH/sida et des déterminants sociaux de la santé qui l'influencent.

2. LES MEMBRES

2.1 Contribution annuelle

- a. La contribution annuelle des groupes membres est déterminée par le conseil sous réserve des dispositions de l'article 3.10.2.
- b. Le paiement de la contribution annuelle se fera en un (1) versement dû à la Coalition à la date de facturation par la Coalition, normalement au début de son exercice financier, conformément aux barèmes fixés par le Conseil d'administration

2.2 Affiliation

- a. La Coalition comprend deux (2) catégories de groupes membres:
 - les membres réguliers (avec droit de vote)
 - les membres associés (sans droit de vote)

- b. Tout groupe peut devenir membre de la Coalition sur demande à cette fin de sa part sous la forme d'une résolution d'adhésion de son conseil d'administration et sur acceptation de la demande par le conseil d'administration de la Coalition. Le groupe devra se conformer aux conditions d'admission décrétées par résolution du conseil d'administration de la Coalition. Le tout, subordonné aux dispositions du présent règlement concernant le retrait ou le non renouvellement du statut de membre. Le conseil d'administration pourra périodiquement vérifier si les membres répondent toujours aux critères d'adhésion à la Coalition. À tous les cinq ans, le groupe membre sera convié à renouveler sa demande d'adhésion à la Coalition

Les nouveaux groupes membres devront acquitter la cotisation annuelle de l'année en cours, dans les délais prescrits et suivant des modalités fixées par les présents règlements et par résolution du conseil d'administration de la Coalition.

2.3 Retrait / non renouvellement / exclusion

- a. Le groupe membre qui entend se retirer de la Coalition en avise par écrit le conseil d'administration. Le retrait ne libère pas de l'obligation d'acquitter les cotisations et les autres redevances exigibles pour l'année financière en cours, mais pourra voir sa cotisation annuelle remboursée, si celle-ci a déjà été acquittée, au prorata des mois écoulés dans l'année. Le dit avis doit être donné au moins trente (30) jours avant la fin de l'exercice financier en cours.
- b. Le conseil d'administration peut constater l'exclusion d'un groupe membre s'il ne se conforme pas aux présents règlements.
- c. Un avis à l'effet que cette constatation sera soumise pour considération à une assemblée du conseil d'administration doit être donné au groupe membre, par le conseil exécutif, au moins dix (10) jours avant la tenue de l'assemblée du conseil au cours de laquelle le membre a le droit de se faire entendre.
- d. Toute résolution ayant pour effet de constater l'exclusion d'un groupe membre doit être adoptée par la majorité simple (50% + 1) des membres présents à une assemblée du conseil d'administration et est effective au moment déterminé par le conseil. Tout constat d'exclusion doit être ratifié par la majorité absolue (2/3 des voix) des membres à l'assemblée générale suivante.
- e. Dans tous les cas, un organisme peut contester l'interprétation du constat d'exclusion lors de la prochaine assemblée générale annuelle.

3. LES STRUCTURES DE LA COALITION

La Coalition est constituée d'une assemblée générale, d'un conseil d'administration et d'un comité exécutif.

3.1 L'assemblée générale

3.1.1 Composition

- a. L'assemblée générale est composée de deux (2) délégués par groupe membre, dont l'un devrait être une PVVIH. Seuls les délégués officiels des membres réguliers, dûment

- b. Chaque groupe membre a droit à un (1) vote.
- c. Chaque groupe membre peut désigner des substituts ayant les mêmes qualités que les délégués et qui pourront remplacer les délégués en cas d'absence de ces derniers.
- d. Chaque groupe membre remet au secrétaire de la Coalition la liste de ses délégués, ou substituts s'il y a lieu, en indiquant leurs noms, au moins deux (2) semaines avant l'assemblée générale. En cas de vacance à un poste de délégués, le conseil d'administration du groupe membre pourvoit au remplacement dans les meilleurs délais et en avise le secrétaire de la Coalition.
- e. Un groupe membre qui a un délégué élu au conseil d'administration de la Coalition a le droit de remplacer celui-ci à titre de délégué. Dans le cas d'un tel remplacement l'administrateur perd automatiquement son droit de vote aux assemblées.
- f. Les assemblées générales de la Coalition sont ouvertes aux observateurs issus des groupes membres. Ces observateurs y ont droit de parole, octroyé par l'assemblée, mais pas droit de vote. De plus, le conseil d'administration peut convier des observateurs ou des partenaires à assister aux délibérations de l'assemblée ou à effectuer des présentations ou des animations prédéterminées par les administrateurs; ces observateurs ou partenaires ont droit de parole mais sont sans droit de vote

3.1.2 Pouvoirs

- 3.1.2.1 L'assemblée générale est l'autorité finale et suprême dans la Coalition Sous réserve de la Loi et des règlements, l'assemblée générale a les pouvoirs ordinaires reconnus par la Loi et les règlements à toute assemblée générale.
- 3.1.2.2 L'assemblée générale a les pouvoirs suivants :
 - a. Définir les politiques générales de la Coalition en accord avec les buts qu'elle s'est donnée;
 - b. Recevoir, approuver ou refuser le rapport de conseil d'administration ainsi que le rapport financier annuel;
 - c. Nommer le vérificateur chargé d'examiner les livres de la Coalition pour le prochain exercice financier;
 - d. Déterminer la procédure de ses assemblées;
 - e. Statuer sur toute modification des structures de la Coalition, proposée par le conseil d'administration ou par l'assemblée générale;
 - f. Statuer sur tout autre sujet non prévu dans le présent règlement, conformément aux buts de la Coalition.

3.1.3 Quorum

La présence de plus de cinquante pour cent plus un (50% + 1) du nombre des groupes membres réguliers de la Coalition constitue le quorum de l'assemblée générale.

3.1.4 Votes

- a. Le vote se prend à main levée, sauf si le scrutin secret est demandé. Cependant, l'élection des membres du conseil d'administration se déroule au scrutin secret.
- b. Sur toute décision, lorsque les présents règlements généraux n'en disposent pas autrement, la majorité simple des voix est suffisante.
- c. Pour tout vote, qu'il s'agisse d'une assemblée générale régulière ou spéciale, il n'est pas tenu compte des abstentions, des votes blancs ou nuls dans l'établissement d'une majorité
- d. Si un groupe membre est dans l'impossibilité d'envoyer ses délégués à une assemblée générale, ce groupe membre peut demander, par écrit, à un autre groupe membre de voter en son nom; cette délégation doit être annoncée à la présidence d'assemblée dès l'ouverture de la rencontre.
- e. Un groupe membre peut être mandaté par un seul groupe membre afin de voter en son nom.

3.1.5 Droit de parole

Les groupes membres ont droit de parole à une assemblée par la voix de leurs délégués dûment mandatés ou, en l'absence d'un ou de plusieurs délégués, par la voix d'un nombre équivalent de substituts désignés conformément à l'article 3.1.1.d

3.1.6 Sessions de l'assemblée générale

- a. L'assemblée générale annuelle se tient dans les trois mois suivant la fin de l'exercice financier de la Coalition (31 mars) et à tout endroit au Québec que peut déterminer le conseil d'administration. Le conseil peut, s'il le juge à propos, décider qu'elle soit convoquée en même temps qu'un congrès.
- b. Une assemblée générale spéciale peut être convoquée à la demande du conseil d'administration, ou du comité exécutif, ou à la suite d'une requête par résolutions des conseils d'administration d'au moins vingt pour cent (20%) des groupes membres.
- c. L'assemblée générale spéciale ne peut délibérer que sur le(s) sujet(s) énuméré(s) dans l'avis de convocation.

3.1.7 Avis de convocation

- a. Toute assemblée générale régulière est convoquée au moins trente (30) jours à l'avance par un avis écrit du président, expédié par courrier ordinaire ou tout autre moyen de transmission consenti par le groupe membre. Pour une assemblée générale spéciale, l'avis doit être d'au moins dix (10) jours.
- b. L'avis de convocation indique la date, l'heure, le lieu, l'ordre du jour de l'assemblée. De plus, une copie de l'avis est adressée au président du conseil d'administration du groupe membre.

3.2 Le conseil d'administration

3.2.1 Composition

- 3.2.1.1 Le conseil d'administration de la Coalition est formé de 12 (douze) personnes selon la répartition suivante :
- a. Quatre (4) sièges désignés de façon permanente pour des personnes vivant avec le VIH-sida et répartis de la façon suivante :
 - b. Deux (2) sièges pour l'île de Montréal
 - c. Un (1) siège pour la région de Québec métropolitain
 - d. Un (1) siège pour les régions autres que Montréal et Québec;
 - e. Quatre (4) sièges non désignés sont réservés pour les représentants des organismes des régions autres que Montréal et Québec;
 - f. Deux (2) sièges non désignés pour les représentants des organismes de l'île de Montréal;
 - g. Un (1) siège non désigné pour le représentant des organismes de la région de Québec métropolitain;
 - h. Un (1) siège non désigné pour le représentant de la Commission permanente des ressources d'hébergement.
 - i. La personne responsable de la direction générale siège d'office au conseil d'administration, sans droit de vote.
 - j. Les administrateurs élus comme représentants d'organismes sont les personnes ressources et personnes contacts pour les organismes communautaires membres des régions dont ils sont issus. Les administrateurs élus comme représentants PVVIH sont les personnes ressources et personnes contacts des PVVIH des organismes communautaires membres des régions dont ils sont issus.
 - k. Au moment de leur élection tous les candidats à l'élection devront être résidents de la région qu'ils représentent ou intervenir, être bénévole ou être membre actif dans un organisme de la région concernée.
 - l. En ce qui concerne les sièges réservés aux personnes vivant avec le VIH-sida, l'article 3.2.1.3 ne s'applique pas. Ces personnes pourront être élues même si elles sont déléguées d'un organisme ayant déjà un représentant élu au conseil d'administration de la Coalition.
- 3.2.1.2 Un groupe membre ne peut avoir plus d'un délégué élu au conseil d'administration de la Coalition.
- 3.2.1.3 Tous les administrateurs siègent à titre individuel, sous réserve de leur représentation.
- 3.2.1.4 Tout administrateur qui n'est plus membre du groupe qui l'a mandaté comme délégué, perd automatiquement le privilège de siéger au conseil d'administration de la Coalition.
- 3.2.1.5 Les administrateurs de la Coalition ne peuvent être rémunérés pour leur travail à titre d'administrateur de la Coalition. Cependant, toutes les dépenses jugées nécessaires et raisonnables à l'exécution de leurs fonctions au sein de la Coalition pourront être remboursés selon les politiques mises en vigueur par le conseil d'administration.

3.2.2 Pouvoirs

Le conseil d'administration possède tous les pouvoirs et l'autorité nécessaires à l'administration et à la direction des affaires de la Coalition. Il peut constituer des comités, y nommer à sa discrétion les membres du conseil d'administration ou d'autres personnes, et leur conférer les pouvoirs qu'il juge opportun de leur déléguer. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, le conseil a notamment les pouvoirs suivants :

- a. Adopter le plan de travail annuel de la Coalition, en respectant les orientations de l'assemblée générale;
- b. Fixer la cotisation des membres;
- c. Élire les dirigeants;
- d. Accepter le budget de la Coalition;
- e. Coopter les administrateurs en cas de vacance au Conseil d'administration;
- f. Destituer les administrateurs de leurs fonctions.

3.2.3 Séances

- a. Le conseil d'administration se réunit au moins quatre (4) fois par année.
- b. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président de la Coalition ou de son remplaçant.
- c. Une requête adressée au président du conseil d'administration et endossée par six (6) membres du conseil d'administration de la Coalition justifie la convocation d'une réunion du conseil d'administration.
- d. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont distribués par la poste ou tout autre moyen de transmission consenti par l'administrateur. De plus, les procès-verbaux sont disponibles pour les organismes membres, selon le moyen technologique le plus approprié.

3.2.4 Quorum

Le quorum du conseil d'administration est de cinquante pourcent plus un (50% + 1) des sièges occupés. La présence à distance employant des moyens technologiques est possible, à condition que les administrateurs concernés y acquiescent expressément.

3.2.5 Avis de convocation

- a. Une réunion du conseil d'administration est précédée d'un avis écrit d'au moins dix (10) jours du président indiquant le lieu, la date ainsi que l'ordre du jour. Cet avis pourra être transmis par la poste, par télécopieur, par courriel ou toute autre moyen technologique jugé fiable et approprié. Le délai de transmission peut être écourté, sous l'approbation de deux tiers (2/3) des sièges occupés par les administrateurs au Conseil.
- b. En cas d'urgence, le président peut convoquer une réunion spéciale du conseil d'administration par le moyen qu'il juge le plus approprié.

3.2.6 Vote

- a. Chacun des membres votant du conseil d'administration a droit à un (1) vote.

- b. Sur toute décision, lorsque les présents règlements généraux n'en disposent pas autrement, la majorité simple des voix est suffisante. En cas d'égalité des voix, la personne responsable de la présidence du conseil a le pouvoir de trancher.

3.2.7 Rapport

À chaque assemblée générale annuelle, le conseil d'administration soumet un rapport de ses activités et sollicite les mandats requis.

3.2.8 Démission ou vacance d'un poste au conseil d'administration

- a. S'il y a vacance d'un poste ou démission d'un administrateur, le conseil d'administration peut, s'il le juge nécessaire, pourvoir à son remplacement parmi les délégués officiels, soit ceux désignés par résolution du conseil d'administration des organismes membres. Le tout en conformité avec l'article 3.2.1.
- b. Un poste devient vacant lorsque son titulaire manque trois (3) réunions consécutives régulières et/ou spéciales du conseil d'administration sans motif valable.
- c. Un administrateur peut être destitué de son poste et de ses fonctions sous l'approbation de deux tiers (2/3) des sièges occupés par les administrateurs au Conseil.
- d. L'article 3.2.8.b s'applique également au comité exécutif.
- e. Une nomination cooptée au sein du comité exécutif ou du conseil d'administration termine entièrement la durée du mandat mais celle-ci doit être ratifiée à la réunion de l'assemblée générale régulière suivante.

3.2.9 Durée du mandat

- a. Le mandat des membres du conseil d'administration est d'une durée de deux (2) ans.
- b. Le mandat des membres débute dès leur élection.
- c. Ces mandats peuvent être renouvelés.
- d. On veillera très attentivement à favoriser le renouvellement d'une moitié seulement des mandats des administrateurs à la fois, afin de favoriser le maintien des expériences et des expertises au sein du Conseil

3.3 Le comité exécutif

3.3.1 Composition

Le comité exécutif est composé des quatre personnes aux postes de présidence, de vice-présidence, du secrétariat et de la trésorerie, élues par et parmi les membres du conseil d'administration. La personne responsable de la direction générale y siège d'office.

3.3.2 Durée du mandat

- a. Les membres du comité exécutif sont élus pour un mandat d'une année. Ils peuvent être réélus s'ils possèdent toujours les qualités requises.

- b. Les membres de l'exécutif demeurent en poste jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

3.3.3 Pouvoirs

Le comité exécutif administre les affaires courantes de la Coalition, conformément aux décisions du conseil d'administration, et exécute tout mandat précis que peut lui confier ce dernier.

3.3.4 Rapports

Tous les procès-verbaux (les copies de travail comme les copies adoptées) sont expédiés aux membres du conseil d'administration. Ces procès verbaux ainsi que toute autre documentation complémentaire pourront être transmis par la poste, par télécopieur, par courriel ou toute autre moyen technologique jugé fiable et approprié

3.3.5 Quorum

Le quorum du comité exécutif est de trois (3) personnes.

4. ADMINISTRATEURS / ADMINISTRATRICES DU CONSEIL

4.1 Désignation

Les administrateurs de la Coalition sont les personnes responsables de la présidence, de la vice-présidence, du secrétariat et de la trésorerie.

4.2 Élection

Le conseil d'administration élit les membres du comité exécutif. Cette élection peut se faire par acclamation, à main levée ou par scrutin secret, en fonction du contexte et/ou de la demande explicite des administrateurs. Dès qu'un administrateur demande le vote, celui-ci devient obligatoire.

4.3 Délégation de pouvoirs

En cas d'absence ou d'incapacité de tout administrateur de la Coalition ou pour toute autre raison jugée suffisante par le conseil d'administration, ce dernier peut déléguer les pouvoirs de tel administrateur à tout autre administrateur ou à tout membre du conseil d'administration, sauf lorsqu'il est prévu autrement au règlement.

4.4 La présidence au conseil

Préside les assemblées du conseil d'administration et du comité exécutif, représente la Coalition en toute occasion et exerce les fonctions qui, généralement, se rattachent à la présidence d'une corporation ainsi que celles que peut lui assigner le conseil d'administration.

4.5 La vice-présidence au conseil

En cas d'absence ou d'incapacité d'agir de la personne responsable de la présidence, la vice-présidence en assure le remplacement et en exerce tous les pouvoirs ou toutes les fonctions.

4.6 Le secrétariat au conseil

Assiste à toutes les assemblées du conseil d'administration, du comité exécutif et en rédige ou fait rédiger et signe les procès-verbaux et s'assure de leur conservation.

4.7 La trésorerie au conseil

Responsable de la gestion financière. Supervise la tenue de livres, présente le budget annuel et les états financiers.

4.8 Vacance

Si un poste d'un administrateur membre de l'exécutif devient vacant, le conseil d'administration, par résolution, désigne une autre personne qualifiée pour remplir cette vacance et cet administrateur reste en fonction pour la durée non écoulée du mandat de l'administrateur ainsi remplacé.

5. PROCÉDURES D'ÉLECTION

5.1 Les mises en candidature des administrateurs

Les groupes membres envoient au moins 48 heures avant la tenue de l'assemblée générale annuelle, les mises en candidature pour les postes des administrateurs de la Coalition. Pour ce faire, les candidats doivent remplir la fiche de mise en candidature et la faire signer par le secrétaire du conseil d'administration de leur organisme, lequel doit être membre de la Coalition

5.2 Présidence d'élection

5.2.1 Officiels d'élection

L'assemblée générale annuelle élit sur place un (1) président d'élection et deux (2) scrutateurs.

- a. Lors de l'assemblée générale annuelle, le président d'élection donne lecture de la liste des postes à combler au conseil d'administration et des nominations faites par les groupes membres.
- b. Le président d'élection qui constate une irrégularité dans le processus électoral ou qui juge que les règlements de la Coalition ou les règles démocratiques normales n'ont pas été respectés, doit déterminer les modalités de la nouvelle élection. Les repères et procédures du Code Morin sont la référence du fonctionnement des élections.

6. DIRECTION GÉNÉRALE

Sous l'autorité du conseil d'administration, les principales fonctions de la direction générale sont les suivantes :

- a. Assurer la mise en œuvre des décisions prises par le conseil d'administration et l'assemblée générale annuelle;
- b. Assumer les responsabilités et assurer l'exécution de toutes les tâches relatives à l'administration de la Coalition;
- c. Présenter annuellement au conseil d'administration un rapport des activités de la Coalition;
- d. Participer aux réunions du conseil d'administration, du comité exécutif et aux assemblées générales annuelles, sans droit de vote.

7. COMITÉS

- a. Les administrateurs de la Coalition sont autorisés à former les comités de travail selon les besoins. Ces comités peuvent être établis sur une base permanente, temporaire ou «Ad Hoc».
- b. Quand cela s'avère nécessaire, les administrateurs peuvent nommer certaines personnes pour faire partie des comités ou en retirer d'autres.
- c. Lorsqu'un comité est formé, au moins un administrateur de la Coalition doit en faire partie.
- d. Les administrateurs peuvent déléguer par mandat certaines de leurs tâches à des comités.

8. CONTRATS

Les contrats et autres documents, exception faite des effets de commerce requérant signatures, sont soumis pour approbation au conseil d'administration. Sont autorisés à signer conjointement tels contrats et documents, les responsables de la présidence et de la direction générale ainsi que tout autre membre administrateur que le conseil peut désigner à cette fin.

9. EFFETS BANCAIRES

Des comptes bancaires au nom de la Coalition peuvent être ouverts auprès de toute banque à charte ou caisse populaire et les chèques, lettres de change et autres effets doivent porter les signatures des personnes désignées par résolution du conseil d'administration. Deux signatures sont obligatoires pour toute émission de chèque ou traite bancaire.

10. EXERCICE FINANCIER

L'exercice financier de la Coalition se termine le 31 mars de chaque année ou à toute autre date que le conseil d'administration peut fixer.

11. AMENDEMENTS

- a. Les règlements généraux peuvent être abrogés ou modifiés en tout ou en partie par le vote affirmatif de deux tiers (2/3) des délégués prenant part au vote à une assemblée générale annuelle ou spéciale spécifiquement convoquée à cette fin dans les délais et en la manière prévue aux règlements.
- b. Tout amendement aux présents règlements généraux entre en vigueur dès que son adoption est effectuée par le conseil d'administration mais est assujettie à sa ratification aux deux tiers (2/3) des membres présents à la prochaine assemblée générale.